

Relance économique

Pour une relance juste, verte et féministe

Québec, le 25 septembre 2020- Le Regroupement des groupes de femmes de la région de la Capitale-Nationale (RGF-CN) dénonce le projet de loi 66 concernant l'accélération de certains projets d'infrastructure et revendique une relance économique juste, verte et féministe. Alors que la pandémie nous permet d'observer la place des femmes et leurs rôles essentiels au fonctionnement de la société, le projet de relance économique basée essentiellement sur les infrastructures les oublie complètement.

Pour une relance économique féministe

La pandémie a révélé les failles du système, qui se base sur le *cheap labor* des femmes et sur lesquelles on repose collectivement pour maintenir l'organisation sociale et familiale. Les rôles sociaux des femmes auprès de leur communauté et de leur famille sont au cœur des stratégies d'adaptation à la crise sanitaire et climatique actuelle. Le Regroupement des groupes de femmes de la région de la Capitale-Nationale réitère l'importance de reconnaître l'apport du travail visible et invisible, salarié et bénévole des femmes, en temps de crise comme en temps normal. «Comment se fait-il qu'on assiste au dépôt d'un projet de loi calqué sur le projet de loi 61? Ce n'est pas ce que la population québécoise a demandé en mai dernier. La richesse, c'est l'heure de la distribuer, et pas seulement de la diriger vers des projets d'infrastructure qui profiteront majoritairement aux hommes. Il faut une relance dont personne n'est écartée, surtout pas celles qui ont écopé le plus de la pandémie», s'indigne Judy Coulombe, du RGF-CN.

Les femmes au salaire minimum, monoparentales, proches-aidantes, les travailleuses de la santé, de l'éducation et de la petite enfance, les travailleuses des organismes communautaires, les femmes à l'aide sociale, les femmes victimes de violences sont les grandes oubliées de cette relance économique. Pourtant, elles sont affectées de plein fouet par cette crise, tout particulièrement celles qui se situent aux croisements des systèmes d'oppression comme le sexisme, l'âgisme et le racisme ou le colonialisme. Selon Statistique Canada, la proportion de personnes immigrantes parmi les aides-infirmières, aides-soignantes et préposées aux bénéficiaires au Québec se chiffrait à 26 % en 2016, comparativement à 15 % dans l'ensemble des autres professions. Et plus de 80 % étaient des femmes.

Une société plus juste, plus égalitaire, plus verte

Le message était pourtant clair, au printemps dernier : pas de retour en arrière et une société plus juste où les conditions de travail et de vie seront plus respectueuses de l'environnement. Or, l'environnement passe clairement au second rang avec cette «nouvelle» mouture.

Un an presque jour pour jour après la grande grève pour la planète, on constate que le gouvernement a choisi la facilité, reproduisant les schémas habituels de développement capitaliste qui opèrent sur le dos des groupes vulnérables et de l'environnement.

La pandémie et la réponse gouvernementale nous démontrent que nous sommes capables de faire face collectivement à une situation qui menace la santé et l'intégrité de la population. Or, il semble que le gouvernement vient de manquer une belle occasion de faire autrement, de proposer une relance juste, verte et féministe. Le RGF-CN, ses membres et ses alliés resteront mobilisés dans les prochains mois, car ce projet de loi est inacceptable!

Le Regroupement des groupes de femmes de la région de la Capitale-Nationale (Québec-Portneuf-Charlevoix), composé d'une trentaine de groupes de femmes de la région, est un organisme féministe de défense collective des droits. Les actions du RGF-CN visent à défendre, à soutenir et à revendiquer les droits des femmes.